

Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription

[Avis réglementaire](#)

[Avis de consultation](#)

[Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription](#)

[Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la base nationale d'inscription](#)

[Regulatory Notice](#)

[Request for comment Notice](#)

[Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database](#)

[Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database](#)

Projet de règlement

Loi sur les valeurs mobilières
(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 11°, 26° et 34° et a. 331.2; 2007 c. 15)

Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q., c. V-1.1, le règlement suivant dont les textes sont publiés ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription.*

Vous trouverez également ci-dessous, le projet de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la base nationale d'inscription*.

Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit avant le **29 mai 2008**, en s'adressant à :

M^e Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-6381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sophie Jean
Conseillère en réglementation
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, poste 4786
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

Le 29 février 2008

Avis de consultation

Projet de remplacement du Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Projet de remplacement de l'Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription

Projet de Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Projet de modification de l'Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription

Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM » ou « nous ») publient pour une période de consultation de 90 jours le *Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (le « Règlement 33-109 ») et l'*Instruction générale relative au Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription* (l'« Instruction générale 33-109 »). Ces projets de textes doivent remplacer le Règlement 33-109 et l'Instruction générale 33-109 en vigueur.

Les ACVM publient également pour consultation le projet de *Règlement modifiant le Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (« Règlement 31-102 ») et une modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription* (l'« Instruction générale 31-102 »).

Objet des modifications proposées

Nous proposons ces modifications principalement en raison des nouvelles obligations prévues par le projet de *Règlement 31-103 sur les obligations d'inscription* (le « Règlement 31-103 »).

Modification du Règlement 33-109

Nous avons :

- révisé la définition de « personne physique autorisée » pour ne viser que les dirigeants suivants : le chef de la direction, le chef des finances, le chef de l'exploitation et les personnes exerçant des fonctions analogues; les dirigeants subalternes qui n'exercent pas d'activités de courtage ou de conseil ou qui ne remplissent aucune fonction au Canada sont donc exclus; nous dispensons régulièrement les dirigeants subalternes de l'obligation de présenter le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A4, de sorte que cette modification ne fait que codifier cette pratique;
- ajouté des références aux catégories d'inscription de personne désignée responsable et de chef de la conformité;
- fusionné les parties 4 et 5 pour regrouper les obligations des personnes physiques inscrites et des personnes physiques autorisées;
- développé les articles 4.3 et 5.1 pour tenir compte de la procédure de communication de l'information en deux étapes qui est prévue à l'Annexe 33-109A1.

Modification de l'Annexe 33-109A1

Nous avons révisé l'Annexe 33-109A1 en fonction du Règlement 31-103, qui prévoit l'inscription permanente et facilite le rétablissement de l'inscription des personnes physiques inscrites. La version que nous publions maintenant pour consultation ajoute les personnes physiques autorisées à l'Annexe 33-109A1 publiée avec le projet de

Règlement 31-103 le 23 février 2007 et comporte aussi des modifications mineures qui tiennent compte de certains commentaires reçus.

Modification de l'Annexe 33-109A2

Les renvois ont été mis à jour.

La rubrique 3, Renseignements sur l'abandon d'une catégorie, précise désormais qu'elle s'applique à la personne physique qui abandonne une catégorie d'inscription auprès de la société parrainante dans le territoire intéressé.

Modification de l'Annexe 33-109A3

Les renvois ont été mis à jour.

Modification de l'Annexe 33-109A4

Nous avons :

- apporté plusieurs modifications d'ordre administratif en raison du projet de Règlement 31-103 : les nouvelles catégories d'inscription prévues par ce règlement ont notamment entraîné des modifications de l'Appendice C;
- appliqué les principes de rédaction en langage clair pour faciliter la compréhension du formulaire;
- défini certaines expressions utilisées dans le formulaire qui ne sont définies nulle part ailleurs.

Modification de l'Annexe 33-109A5

Les renvois ont été mis à jour.

Annexe 33-109A6

Nous avons :

- apporté plusieurs modifications d'ordre administratif en raison du projet de Règlement 31-103 : les nouvelles catégories d'inscription prévues par ce règlement ont notamment entraîné des modifications de l'Appendice C;
- appliqué les principes de rédaction en langage clair pour faciliter la compréhension du formulaire;
- défini certaines expressions utilisées dans le formulaire qui ne sont définies nulle part ailleurs;
- inclus les obligations applicables dans l'ensemble des territoires représentés au sein des ACVM qui étaient auparavant prévues par des textes distincts dans chaque territoire.

Annexe 33-109A7

Cette nouvelle annexe prévoit un formulaire conçu pour faciliter le rétablissement de l'inscription des personnes physiques inscrites.

Modification de l'Instruction générale 33-109

Nous avons :

- supprimé l'article 1.1 qui n'était plus nécessaire;

- ajouté la partie 2 pour expliquer la procédure de rétablissement de l'inscription;
- inséré l'article 4.2 pour préciser l'obligation de mettre à jour l'information dans les demandes d'inscription;
- développé l'article 5.1 pour traiter des obligations de diligence des sociétés lorsqu'elles examinent des personnes physiques, notamment celle de corriger les inexactitudes et les lacunes dans l'information figurant sur le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7;
- ajouté l'article 5.2 pour expliquer certains points relatifs à l'Annexe 33-109A1;
- ajouté la partie 7 pour expliquer l'utilisation prévue des formulaires.

Modification du Règlement 31-102

Nous avons :

- ajouté les Annexes 33-109A5 et 33-109A7 à la liste de l'article 2.1;
- modifié le paragraphe *e* de l'article 3.2 pour exiger que la société déposante avise l'administrateur de la BDNI de tout changement de nom, de numéro de téléphone ou d'adresse électronique du représentant en chef de la société;
- ajouté l'article 4.4 pour obliger la société déposante à payer au moyen de la BDNI les droits exigibles pour dépôt tardif découlant d'une activité qui nécessite la présentation de renseignements à la BDNI;
- ajouté l'article 4.5 pour codifier les dispenses de l'obligation de payer les droits au moyen de la BDNI qui sont régulièrement accordées;
- supprimé la partie 7 qui n'était plus nécessaire.

Modification de l'Instruction générale 31-102

Nous avons :

- supprimé l'article 1.1 qui n'était plus nécessaire;
- ajouté l'article 7.2 pour traiter de l'information présentée en vertu de la *Loi sur les contrats à terme sur marchandises*.

Résumé des modifications proposées

Les modifications proposées :

- tiennent compte du projet de Règlement 31-103;
- tiennent compte des modifications proposées de certains formulaires;
- codifient des dispenses régulièrement accordées;
- traitent des points d'ordre administratif;

Pouvoir réglementaire

Au Québec, le Règlement 33-109 sera pris en vertu des paragraphes 1°, 2°, 26°, 27° et 34° de l'article 331.1 de la Loi sur les valeurs mobilières. Le Règlement modifiant le Règlement 31-102 sera pris en vertu des paragraphes 1°, 2°, 11°, 26° et 34° de cet article.

Documents non publiés

La rédaction des modifications du Règlement 33-109, de l'Instruction générale 33-109, du Règlement 31-102 et de l'Instruction générale 31-102 n'a fait intervenir aucun rapport, étude ou autre document important non publié.

Autres solutions envisagées

Aucune solution de rechange au remplacement du Règlement 33-109 ni aux modifications de l'Instruction générale 33-109, du Règlement 31-102 et de l'Instruction générale 31-102 n'a été envisagée.

Coûts et avantages prévus

Nous estimons que les modifications proposées faciliteront la mise en œuvre du projet de Règlement 31-103 et rendront inutiles certaines dispenses couramment accordées.

Consultation

Les intéressés sont invités à présenter des commentaires écrits sur les projets de modifications au plus tard le 29 mai 2008. Si vous n'envoyez pas vos commentaires par courrier électronique, veuillez les transmettre sur disquette ou sur disque compact (en format Word pour Windows).

Prière d'envoyer les commentaires aux membres de ACVM ci-dessous :

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
Autorité des marchés financiers

Il n'est pas nécessaire d'envoyer les commentaires séparément à tous les membres des ACVM. Veuillez les envoyer à l'une des personnes suivantes, qui les fera parvenir aux autres membres :

Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : 514-864-8381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

John Stevenson
Secretary to the Commission
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416-593-2318
Courriel : jstevenson@osc.gov.on.ca

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certains territoires prévoit la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation.

Questions

Pour toute question, prière de s'adresser aux personnes suivantes :

Sophie Jean
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria
Tour de la Bourse
22^e étage, C.P. 246
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514-395-0558, poste 4786
Télécopieur : 514-873-2262
Courriel : sophie.jean@lautorite.qc.ca

David Gilkes
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Ligne directe : 416-593-8104
Télécopieur : 416-593-8240
Courriel : dgilkes@osc.gov.on.ca

Martha Rafuse
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Ligne directe : 416-593-2321
Télécopieur : 416-593-8240
Courriel : mrafuse@osc.gov.on.ca

Le texte des modifications suit ou peut être consulté sur le site Web de membres des ACVM.

Le 29 février 2008

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION

Loi sur les valeurs mobilières

(L.R.Q., c. V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 11°, 26° et 34°; 2007, c. 15)

1. L'article 1.1 du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription est modifié par la suppression, dans la définition de « société inscrite », des mots « ou société ».

2. L'article 2.1 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le texte anglais du paragraphe introductif, des mots « or company »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 4, des suivants :

« 5) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A5;

6) le formulaire prévu à l'Annexe 33-109A7. ».

3. L'article 3.2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *e*, de « changement de » par « changement du nom, du numéro de téléphone ou de l'adresse électronique du ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 4.3, des suivants :

« 4.4. Droits exigibles pour dépôt tardif

1) La société déposante paie par prélèvement automatique les droits exigibles pour dépôt tardif qu'elle est tenue de payer en raison d'une activité emportant la présentation de renseignements à la BDNI.

2) Le paiement visé au paragraphe 1 est prélevé dans le compte BDNI de la société déposante.

« 4.5. Dispense pour les personnes inscrites non résidentes du Canada

Le paragraphe *c* de l'article 3.2 et les articles 4.1 à 4.4 ne s'appliquent pas à la société inscrite qui remplit les conditions suivantes :

a) elle n'a d'établissement dans aucun territoire du Canada;

b) elle n'a de compte auprès d'aucun membre de l'Association canadienne des paiements;

c) elle n'est pas membre du même groupe qu'une société inscrite résidente d'un territoire du Canada;

d) elle paie les droits visés aux articles 4.1 à 4.4 à l'administrateur de la BDNI au plus tard dix jours ouvrables après l'échéance. ».

5. Ce règlement est modifié par l'abrogation de l'intitulé de la partie 7 et des articles 7.1 à 7.3.

6. Le présent règlement entre en vigueur le •.

INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 31-102 SUR LA BASE DE DONNÉES NATIONALE D'INSCRIPTION**PARTIE 1 CHAMP D'APPLICATION ET OBJET****1.1. Objet**

Le *Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription* (le « Règlement 31-102 ») a pour objet d'établir les obligations relatives à la présentation de renseignements sur l'inscription par voie électronique au moyen de la Base de données nationale d'inscription (la « BDNI »).

PARTIE 2 PRODUCTION DE RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

2.1. La législation en valeurs mobilières de plusieurs territoires prévoit l'obligation de produire ou de rendre accessible l'original ou une copie conforme des renseignements déposés en vertu de cette législation. L'autorité en valeurs mobilières compétente ou l'agent responsable compétent, selon le cas, considère qu'elle ou il peut satisfaire à cette obligation, dans le cas des renseignements déposés en format BDNI, en fournissant une copie papier ou toute autre sortie imprimée lisible des renseignements comportant une attestation ou accompagnée d'une attestation de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable selon laquelle il s'agit d'une copie des renseignements déposés en format BDNI.

PARTIE 3 DATE DE DÉPÔT

3.1. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que les renseignements déposés en format BDNI sont, pour l'application de la législation en valeurs mobilières, déposés le jour où leur transmission à la BDNI est complétée.

PARTIE 4 COPIE OFFICIELLE DES RENSEIGNEMENTS DÉPOSÉS EN FORMAT BDNI

4.1. Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou toute fin connexe, l'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que la copie officielle de tous les renseignements déposés en format BDNI par un déposant BDNI est la version électronique enregistrée dans la BDNI.

PARTIE 5 QUALITÉ DE MANDATAIRE DU REPRÉSENTANT AUTORISÉ DE LA SOCIÉTÉ

5.1. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable estime que le représentant autorisé de la société qui fait une présentation de renseignements à la BDNI est le mandataire de la société ou de la personne physique concernée par le dépôt.

PARTIE 6 OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ DÉPOSANTE

6.1. L'autorité en valeurs mobilières ou l'agent responsable s'attend à ce que les sociétés déposantes prennent les mesures suivantes conformément aux processus exposés dans le Manuel de l'usager BDNI :

- a) s'inscrire auprès de l'administrateur de la BDNI;
- b) tenir à jour l'information relative à leur inscription à la BDNI;
- c) tenir à jour l'information relative à leur compte BDNI.

**PARTIE 7 PRÉSENTATION DE RENSEIGNEMENTS RELATIVEMENT À LA
LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES**

7.1. En Ontario, l'autorité en valeurs mobilières estime que la personne tenue de présenter les mêmes renseignements en vertu du Règlement 31-102 et de la *Rule 31-509 (Commodity Futures Act)* peut ne déposer qu'un seul formulaire prévu par l'un de ces textes pour remplir ses obligations.

7.2. Au Manitoba, le Règlement 31-102 est pris en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* et de la *Loi sur les contrats à terme de marchandises*. Il n'est pas nécessaire de présenter les mêmes renseignements deux fois pour satisfaire aux dispositions de ces lois.

Draft Regulation

Securities Act
(R.S.Q. c. V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (11), (26) and (34), and s. 331.2; 2007, c. 15)

Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, R.S.Q. c. V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database.*

Draft *Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database* is also published hereunder.

Request for Comment

Comments regarding the above may be made in writing before **May 29, 2008**, to:

M^e Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
800, square Victoria, 22^e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: 514-864-6381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Further information

Further information is available from:

Sophie Jean
Regulatory Adviser
Autorité des marchés financiers
514-395-0337, ext. 4786
Toll-free: 1-877-525-0337
sophie.jean@lautorite.qc.ca

February 29, 2008

Request for comment**Proposed replacement of*****Regulation 33-109 respecting Registration Information*****Proposed replacement of*****Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information,******Draft Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database******Proposed amendments to Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database*****Introduction**

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing for a 90-day comment period *Regulation 33-109 respecting Registration Information* (“Regulation 33-109”) and *Policy Statement to Regulation 33-109 respecting Registration Information* (“Policy Statement 33-109”). The draft regulation and policy statement are intended to replace the regulation and policy statement currently in force under the same numbers.

The CSA is also publishing for comment draft *Regulation to amend Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (“Regulation 31-102”) and proposed amendments to *Policy Statement to Regulation 31-102 respecting National Registration Database* (“Policy Statement 31-102”).

Substance and purpose of proposed amendments

We are proposing the changes chiefly as a consequence of the new requirements in draft *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements* (“Regulation 31-103”).

Proposed changes to Regulation 33-109

We have made the following changes:

- revised the definition of *permitted individual* to include only the following officers: chief executive officer, chief financial officer, or chief operating officer of the firm, or those performing the functional equivalent of any of those positions. More junior officers that neither trade nor advise, or that have no dealings in Canada are therefore excluded. We have regularly granted exemptions from the requirement for junior officers to submit a Form 33-109F4. This change merely codifies that practice;
- added references to the registration categories of ultimate designated person and chief compliance officer;
- condensed Parts 4 and 5 into one part containing the requirements for both registered individuals and permitted individuals;
- expanded sections 4.3 and 5.1 to take into account the proposed two-stage disclosure process in Form 33-109F1.

Proposed changes to Form 33-109F1

We have revised Form 33-109F1 to support the proposal in draft Regulation 31-103 for permanent registration and more efficient reinstatement of registered individuals. The version now published for comment adds permitted individuals to the amended Form 33-109F1 that was published for comment with draft Regulation 31-103 on February 23, 2007 and also incorporates minor changes to address some of the comments we received.

Proposed changes to Form 33-109F2

Cross-references have been updated.

Item 3 Details of Surrender now specifies that it applies if the individual is surrendering his or her registration with the sponsoring firm in the local jurisdiction.

Proposed changes to Form 33-109F3

Cross-references have been updated.

Proposed changes from Form 33-109F4

We have made the following changes:

- a number of minor housekeeping changes as a consequence of the proposals in draft Regulation 31-103. In particular, the new categories of registration in draft Regulation 31-103 have resulted in changes to Schedule C of Form 33-109F4;
- -applied plain language principles to make Form 33-109F4 easier to understand;
- -defined certain terms used in Form 33-109F4 that are not defined elsewhere.

Proposed changes to Form 33-109F5

Cross-references have been updated.

Proposed Form 33-109F6

We have made the following changes:

- a number of minor housekeeping changes as a consequence of draft Regulation 31-103. In particular, the new categories of registration in Regulation 31-103 have resulted in changes to Schedule C of Form 33-109F6;
- applied plain language principles to make Form 33-109F6 easier to understand;
- defined certain terms used in Form 33-109F6 that are not defined elsewhere;
- included CSA-wide relevant requirements that were previously requested in additional requirement lists by each jurisdiction.

Proposed Form 33-109F7

This is a new form to support more efficient reinstatement of registered individuals.

Proposed changes to Policy Statement 33-109

We have made the following changes:

- removed the existing section 1.1 because it is no longer necessary;
- added Part 2 to explain the reinstatement process;
- added section 4.2 to clarify the ongoing requirements to update information in applications for registration;

- expanded section 5.1 to address the sponsoring firm's due diligence obligations on their review of individuals, including correcting incorrect or deficient information in Form 33-109F7;
- added section 5.2 to explain issues relating to Form 33-109F1;
- added Part 7 to explain the intended use of each of the forms.

Proposed changes to Regulation 31-102

We have made the following changes:

- added Forms 33-109F5 and 33-109F7 to the list in section 2.1;
- amended section 3.2(e) to require a firm filer to notify the NRD administrator of any change in the name, telephone number, or e-mail address of the firm's chief AFR;
- added section 4.4 to require a firm filer to pay through NRD any late filing fees arising because of an activity that creates a submission on NRD;
- added section 4.5 to codify the exemptions that are regularly granted from the requirement to pay fees through NRD;
- removed Part 7 because it is no longer necessary.

Proposed changes to Policy Statement 31-102

We have made the following changes:

- removed the existing section 1.1 because it is no longer necessary;
- added section 7.2 to address *Commodity Futures Act* submissions;

Summary of proposed amendments

The proposed changes will:

- reflect the proposals in draft Regulation 31-103;
- reflect the proposed amendments to certain forms;
- codify exemptions that are granted regularly;
- address housekeeping matters.

Authority for proposed amendments

In Québec, Regulation 33-109 will be made under paragraphs (1), (2), (26), (27) and (34) of section 331.1 of the *Securities Act*. Regulation to amend Regulation 31-102 will be made under paragraphs (1), (2), (11), (26) and (34) of that section.

Unpublished materials

In proposing the amendments to Regulation 33-109, Policy Statement 33-109, Regulation 31-102, and Policy Statement 31-102, the CSA has not relied on any significant unpublished study, report, or other written materials.

Alternatives considered

We did not consider any alternatives to the proposed changes to Regulation 33-109, Policy Statement 33-109, Regulation 31-102, and Policy Statement 31-102.

Anticipated costs and benefits

We anticipate that the proposed changes will facilitate the implementation of draft Regulation 31-103 and eliminate the need for certain exemptions that are granted routinely.

Comments

Interested parties are invited to make written submissions about these proposed changes. Submissions received by May 29, 2008 will be considered. If you are not sending your submissions by e-mail, please include a diskette or CD containing your submission (in Windows format, Word).

Submissions should be addressed to all of the CSA members listed below:

Ontario Securities Commission
Autorité des marchés financiers

It is not necessary to send comments separately to all CSA member authorities. Please send them to [one of the] the following persons, who will ensure they are sent to the other CSA members:

Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
Tour de la Bourse
800, square Victoria, C.P. 246, 22 étage
Montreal, Québec H4Z 1G3
Fax: 514-864-8381
Email: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

John Stevenson
Secretary to the Commission
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
Toronto, Ontario M5H 3S8
Fax: 416-593-2318
e-mail: jstevenson@osc.gov.on.ca

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain jurisdictions requires that a summary of the written submissions received during the comment period be published.

Questions

Please refer your questions to any of:

Sophie Jean
Autorité des marchés financiers
800 square Victoria, 22e étage, C.P. 246, Tour de la Bourse
Montréal, Québec H4Z 1G3
Telephone: 514-395-0558, ext. 4786
Fax: 514-873-2262
E-mail: sophie.jean@lautorite.qc.ca

David Gilkes
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
Toronto, Ontario M5H 3S8
Direct: 416-593-8104
Fax: 416-593-8240
E-mail: dgilkes@osc.gov.on.ca

Martha Rafuse
Ontario Securities Commission
20 Queen Street West, Suite 1903, Box 55
Toronto, Ontario M5H 3S8
Direct: 416-593-2321
Fax: 416-593-8240
E-mail: mrafuse@osc.gov.on.ca

The text of the proposed amendments follow or can be found elsewhere on a CSA member website.

February 29, 2008

REGULATION TO AMEND REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE

Securities Act

(R.S.Q., c. V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (11), (26) and (34); 2007, c. 15)

1. Section 1.1 of Regulation 31-102 respecting National Registration Database is amended by deleting, in the definition of “firm filer”, the words “or company”.

2. Section 2.1 of the Regulation is amended:

(1) by deleting, in the introductory paragraph of the English text, the words “or company”;

(2) by adding the following paragraphs after paragraph 4:

“(5) Form 33-109F5;

(6) Form 33-109F7.”.

3. Section 3.2 of the Regulation is amended by adding, in paragraph (e), “, telephone number, or e-mail address” after “name”.

4. The Regulation is amended by adding the following sections after section 4.3:

“4.4. Payment of Late Filing Fees

(1) If a firm filer is required to pay late filing fees because of an activity that creates a submission on NRD, the firm filer must pay the required fee by electronic pre-authorized debit through NRD.

(2) A payment under subsection (1) must be made from the firm filer’s NRD account.

“4.5. Exemption for Registrants not Resident in Canada

Sections 3.2(c), 4.1, 4.2, 4.3 and 4.4 do not apply to a registered firm that

(a) has no business office in a jurisdiction of Canada,

(b) does not have an account with a member of the Canadian Payments Association,

(c) is not an affiliate of a registered firm resident in a jurisdiction of Canada, and

(d) pays the fees referred to in sections 4.1 to 4.4 to the NRD administrator within 10 business days of the date the payment is due.”.

5. The Regulation is amended by repealing the heading of Part 7 and sections 7.1 to 7.3.

6. This Regulation comes into force on •.

POLICY STATEMENT TO REGULATION 31-102 RESPECTING NATIONAL REGISTRATION DATABASE**PART 1 APPLICATION AND PURPOSE****1.1. Purpose**

The purpose of Regulation 31-102 is to establish requirements for the electronic submission of registration information through NRD.

PART 2 PRODUCTION OF NRD FILINGS

2.1. The securities legislation of several jurisdictions contains a requirement to produce or make available an original or certified copy of information filed under the securities legislation. Each relevant securities regulatory authority or regulator, as applicable, considers that it may satisfy such a requirement in the case of information filed in NRD format by providing a printed copy or other output of the information in readable form that contains or is accompanied by a certification by the securities regulatory authority or regulator that the printed copy or output is a copy of the information filed in NRD format.

PART 3 DATE OF FILING

3.1. The securities regulatory authority or regulator takes the view that information filed in NRD format is, for purposes of securities legislation, filed on the day that the transmission of the information to NRD is completed.

PART 4 OFFICIAL COPY OF NRD FILINGS

4.1. For purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, the securities regulatory authority or regulator takes the view that the official record of any information filed in NRD format by an NRD filer is the electronic information stored in NRD.

PART 5 AUTHORIZED FIRM REPRESENTATIVE AS AGENT

5.1. The securities regulatory authority or regulator is of the view that when making an NRD submission an AFR is an agent of the firm or individual to whom the filing relates.

PART 6 ONGOING FIRM FILER REQUIREMENTS

6.1. The securities regulatory authority or regulator expects that firm filers will follow the processes set out in the NRD Filer Manual to

- (a) enroll with the NRD administrator,
- (b) keep their enrolment information current, and
- (c) keep their NRD account information current.

PART 7 COMMODITY FUTURES ACT SUBMISSIONS

7.1. In Ontario, if a person or company is required to make a submission under both Regulation 31-102 and OSC Rule 31-509 (*Commodity Futures Act*) with respect to the same information, the securities regulatory authority is of the view that a single filing on a form required under either rule satisfies both requirements.

7.2. In Manitoba, NI 31-102 has been enacted as a rule under each of The Securities Act and The Commodity Futures Act. A single submission with respect to the same information will satisfy the requirements of both statutes.